

DAG-CT
Service Achats – Gestion des biens
Pôle juridique Marchés
Dossier suivi par : Stéphanie Mazille
Date : 03/03/2025

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Maintenance des installations électriques de la CAF des Bouches-du-Rhône

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN AUX DEUX LOTS

AO n°

202513

SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS.....	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	INTERVENANTS.....	5
4.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
5.	DUREE DU MARCHE	6
6.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
7.	CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT	11
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
9.	PENALITES.....	19
10.	SANCTIONS ET LITIGES	22

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec maximum mono attributaire de service
Structure	2 lots
Lieu d'exécution	Département des Bouches-du-Rhône.
Effet	L'accord-cadre prend effet à compter du 1er juin 2025 ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.
Durée	<p>La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction dans la limite de 4 ans à compter de sa date de prise d'effet.</p> <p>La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.</p> <p>Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.</p>

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un marché passé en application d'une procédure d'Appel d'offres ouvert- Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
Acheteur	: La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône désignée « CAF des BDR » dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général. Elle est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné à l'issue de la procédure d'attribution de l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 Objet de la prestation

L'accord cadre a pour objet la maintenance des installations électriques de la CAF des BDR.

Le détail des prescriptions techniques de la présente consultation figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots.

2.2 Lieux d'exécution

Les prestations s'exécutent sur les sites suivants :

2.2.1 Pour le lot 1

NOMS ET ADRESSES
SIEGE SOCIAL 215 CHEMIN DE GIBBES 13014 MARSEILLE

2.2.2 Pour le lot 2

NOMS ET ADRESSES
SITE DE DESAUTEL 1 RUE DESAUTEL 13008 MARSEILLE
SITE DE MALAVAL 15 RUE MALAVAL 13002 MARSEILLE
SITE D'AIX-EN-PROVENCE 135, RUE ROGER MARTIN – IMMEUBLE LE PHOEBUS 13000 AIX-EN-PROVENCE
SITE DE MARIGNANE QUARTIER DE LA CALAGOVIERE – 3 AVENUE J.F KENNEDY 13700 MARIGNANE

NOMS DES SITES ET ADRESSES
SITE D'ARLES 1, RUE JEAN GIONO 13200 ARLES
MAISON SOCIALE D'AUBAGNE ALLÉE R. GOVI – ZAC DES DÉFENSIONS 13400 AUBAGNE
MAISON SOCIALE DE MARTIGUES QUAI POTERNE – QUARTIER DE L'ILE 13500 MARTIGUES

Le prestataire prend en charge la totalité des sites et met en place un marché d'exploitation avec obligation de résultat portant sur les prestations P2 et P3 (sites dont la CAF est propriétaire uniquement).

Les sites devant comprendre une prestation « P3 » sont fixés dans le CCTP de la présente consultation.

Le présent CCAP est applicable sur l'ensemble de ces sites quant aux différentes fonctions à assurer et aux critères juridiques administratifs, financiers et techniques.

En cas d'ouverture ou fermeture d'un site, la société est informée par courrier ou par mail et un avenant est établi entre les cocontractants, pour acter de la moins-value ou de la plus-value.

Dans l'hypothèse d'une fermeture d'un des sites énoncés ci-dessus, le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour formuler une demande d'indemnisation de quelque forme que ce soit.

2.3 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Documents particuliers :

- L'acte d'engagement dûment complété et signé,
- Le cadre de réponse financier de chaque lot comprenant le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau de prix unitaire,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots et ses annexes techniques incluant :
 - Annexe 1 : Inventaire électricité Siège et sites extérieurs,
 - Annexe 2 : Inventaire éclairage sites extérieurs,
 - Annexe 3 : Planning prévisionnel du lot 1,
 - Annexe 4 : Planning prévisionnel du lot 2,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots,
- le mémoire technique obligatoire de chaque lot.

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi sont conservés par la C.A.F. des B.D.R.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

Documents généraux

Les documents listés ci-après ne sont pas communiqués, mais réputés connus des candidats :

- Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des Organismes de sécurité sociale du régime général.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le CCAG FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite

3. INTERVENANTS

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur CAF DES BOUCHES-DU-RHONE, représenté par YVES FASANARO, DIRECTEUR GENERAL.

Adresse et coordonnées :

*CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
215 CHEMIN DE GIBBES
TSA 21333
13348 MARSEILLE CEDEX 20*

3.1 Correspondant pour le titulaire

Le titulaire devra indiquer dans le mémoire technique obligatoire de chaque lot, les noms des correspondants administratifs et techniques ainsi que leur fonction.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

3.2 Correspondant pour la CAF des B.D.R

3.2.1. Correspondants techniques

M. Eric SCANNAPIECO, Responsable du pôle maintenance

Tél : 04.91.05.51.68

Courriel : eric.scannapieco@caf13.caf.fr

M. Jean – Baptiste WARTON, Technicien pôle maintenance

Tél : 04.88.57.52.78

Courriel : jean-baptiste.warton@caf13.caf.fr

3.2.2. Correspondants administratifs

Mme Nathalie BOSCA, Responsable du Service Achats- Gestion des Biens

Tél : 04.91.05.54.92

Courriel : nathalie.bosca@caf13.caf.fr

Mme Stéphanie MAZILLE, Acheteur

Tél : 04.91.05.54.10

Courriel : stephanie.mazille@caf13.caf.fr

4. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

4.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée en appel d'offres ouvert (Article R2124-2 - Code de la commande publique).

4.2. Allotissement et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est composé de deux lots distincts.

Les 2 lots sont mono-attributaires à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

En application de ces dispositions, ils se définissent comme suit :

Objet et forme
Lot n°1- Maintenance des installations électriques du Siège social de la CAF des B.D.R. : à bons de commande avec maximum Montant maximum 1 000 000,00 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre (reconductions incluses).
Lot n°2- Maintenance des installations électriques des sites extérieurs de la CAF des B.D.R. : à bons de commande avec maximum Montant maximum 700 000,00 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre (reconductions incluses).

4.3 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un marché de **fournitures courantes et services**.

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter du 1er juin 2025 ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.

5.2. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an, reconductible 3 fois par tacite reconduction dans la limite de 4 ans à compter de sa date de prise d'effet.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le marché s'éteindra de plein droit.

6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1 Prix de l'accord-cadre

6.1.1 Nature des prix

Le présent contrat est conclu à prix mixtes, une partie forfaitaire et une partie unitaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande.

La partie forfaitaire des lots 1 et 2 comprend les prestations de types P2 et P3 définies dans les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) inclus dans les cadres financiers.

Pour les deux lots, le remplacement ou la réparation des pièces constituant les installations électriques, dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 150 € H.T, sont inclus dans le forfait.

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne les prestations définies dans le présent marché.

Si la réalisation de la prestation par les candidats implique des prestations ou des frais supplémentaires nécessaires non prévus dans le cahier des charges par la CAF des BDR, ils doivent le préciser dans la formulation de l'offre afin que l'organisme puisse apprécier le coût du marché dans sa globalité.

La partie unitaire porte sur les prestations non incluses dans le forfait et notamment, les prestations de maintenances correctives pour lesquelles le remplacement ou la réparation des pièces constituent un montant unitaire supérieur à 150 € H.T.

Aussi, le remplacement de ces pièces entre dans le cadre des prix fixés dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) de chacun des lots inclus dans les cadres financiers.

En revanche, les frais de déplacement dans le département des Bouches-du-Rhône doivent être inclus dans les prix indiqués au BPU de chacun des lots.

6.1.2 Variation des prix

Le marché est conclu à prix révisibles.

La révision est calculée sur la base des prix forfaitaires indiqués dans le CDPGF de chaque lot pour les prestations rémunérées à partir d'un forfait.

Elle est calculée sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU de chaque lot, pour les prestations rémunérées à partir d'un prix unitaire.

Si les indices ne sont pas publiés à la date anniversaire du contrat, une révision provisoire doit être réalisée avec les derniers indices connus. Celle-ci sera réajustée et deviendra définitive lors de la publication des indices du mois précédent la date anniversaire du contrat.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit adresser au Groupe Ordonnancement un mail caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr, détaillant la révision en fournissant les justificatifs de variation de l'indice retenu et ce dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire.

En cas de dépassement de ce dernier, la révision des prix ne pourra pas être acceptée, celle-ci devra faire l'objet d'une nouvelle demande à la prochaine date anniversaire du contrat.

En cas d'omission, la CAF des BDR se réserve la possibilité de réclamer l'application de la révision.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

6.1.2.1 Pour la maintenance de type P2 – Maintenance préventive

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,65 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé,

P₀ : est le prix au jour de la remise des offres,

ICHT-IME₀ : est la valeur de l'indice 001565183 - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

ICHT-IME : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date d'anniversaire du contrat.

FSD2₀ : Frais et services divers - modèle de référence n°2 – valeur de cet indice connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

FSD2 : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1, du mois précédent le mois anniversaire du marché.

La précision de calcul doit être de deux décimales.

6.1.2.2 Pour la maintenance de type P3 – Maintenance corrective

Les prix sont révisables par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BT47}{BT47_0})$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé,

P₀ : est le prix au jour de la remise des offres,

BT47₀ : valeur de l'indice 001710979 – index du bâtiment BT47 – Electricité – Base 2010, connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

BT47 : valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1, du mois précédent le mois anniversaire du marché

La précision de calcul doit être de deux décimales.

A l'expiration du marché, le solde du compte P3 final est réparti entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire, suivant les modalités ci-après :

-si le solde du compte P3 est positif (la somme des dépenses engagées est inférieure à la somme des recettes P3), l'intégralité de ce solde est reversée au maître d'Ouvrage,

-si le solde du compte P3 est négatif (la somme dépensée depuis le début du marché au titre du P3 est supérieure à la somme versée), le titulaire supportera la totalité du dépassement.

Nota 1 : En cas de solde P3 positif, le Maître d'Ouvrage pourra demander au Titulaire de réaliser des travaux, à concurrence de la redevance P3 totale versée.

Nota 2 : La comptabilité P3 en cours de marché, ainsi que le calcul du solde P3 final, se font après mutualisation de l'ensemble des dépenses engagées sur tous les sites CAF concernés.

6.1.2.3 Pour les prestations faisant l'objet d'une rémunération unitaire.

Les prix unitaires sont révisés chaque année à la date anniversaire du marché, dans les mêmes conditions que les prix de Maintenance P3.

6.1.3 Contenu des prix

De manière générale, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation.

Sont également compris de façon non exhaustive :

- toutes les prestations définies au présent contrat sans restriction,
- les frais de déplacement, de logistique, de tests et de personnel,
- la pose du matériel,
- la dépose du matériel remplacé,
- la fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations,
- les frais d'assurance,
- les frais d'entretien,
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et les règles de sécurité sur les lieux de travail (SPS),
- toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

6.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

6.2 Conditions de paiement

6.2.1 Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021, l'option A s'applique.

Les règles relatives à l'avance sont fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance applicable est fixé à 20 %. Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique.

Les modalités de calcul du montant de l'avance et de remboursement de l'avance sont celles définies par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

6.2.2 Présentation des demandes de paiement

Seules les prestations effectivement exécutées, donnent droit à un paiement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur 2 années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

La facture adressée à la C.A.F. des BDR est établie selon la forme suivante :

- **Nom et adresse du créancier,**
- **Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,**
- **Les références de la procédure,**
- **Le montant hors T.V.A. des travaux,**
- **Le taux et le montant de la T.V.A.,**
- **La date et la signature avec la mention « Décompte certifié sincère et véritable » (dans le cas où la facture n'est pas un original).**

Les factures doivent être libellées en français.

La facturation peut faire l'objet d'une mise au point lors de la notification du contrat.

Le titulaire doit impérativement joindre aux factures, la copie du ou des bons d'intervention.

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation de la CAF des Bouches-du-Rhône « Chorus Pro ».

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

6.2.3 Périodicité des paiements

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous 30 jours (joindre un R.I.B. lors d'une première facture).

Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par la CAF des BDR. Le délai des 30 jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 € au titre des pénalités de retard.

7. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

7.1 Formalisation des commandes

7.1.1 Prestations à prix global et forfaitaire (maintenance de type P2 et P3)

La notification du présent accord-cadre vaut bon de commande de l'ensemble des prestations du maintenance P2 et P3.

7.1.2 Commandes ponctuelles « hors maintenance »

Un bon de commande est établi pour la réalisation de prestations ne relevant pas du P2 ou P3 ou en cas de panne dans les conditions de l'article 7.2 du présent document.

Ces prestations à prix unitaires font l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins sur la base du bordereau des prix ou, si la prestation n'y figure pas, sur la base d'un devis communiqué par le titulaire.

Chaque bon de commande émis par le service achats de la CAF des Bouches-du-Rhône indique :

- Le nom et la raison sociale du titulaire,
- La référence du marché,
- La date et le numéro de bon de commande,
- Le lot,
- La désignation de la prestation à réaliser : prestation, quantité, lieux et délais d'exécution,
- Le prix H.T et T.T.C de la prestation conformément aux dispositions financières mentionnées dans le BPU ou le devis remis par le titulaire,
- Le montant total H.T et T.T.C de la commande,
- La signature du Directeur ou d'un délégataire.

7.2 Modalités d'intervention en cas de panne

En cas de panne, le service technique de la CAF des BDR contacte la société titulaire de l'accord cadre afin de l'informer de ladite panne. Un bon de commande est établi par le pouvoir adjudicateur pour prestations hors forfait.

Compte tenu des contraintes de fonctionnement de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches du Rhône, l'entreprise s'engage à intervenir selon les modalités suivantes.

7.2.1 En cas d'urgence

Si la panne présente un caractère urgent, la demande est effectuée par le secteur Immobilier sur simple appel téléphonique confirmé par l'envoi d'un mail ou sur GMAO, si elle est mise à disposition par le titulaire.

Sont considérées comme des cas d'urgence :

- Une intervention faisant suite à la survenance d'un événement et/ou circonstances imprévus,
- Une intervention qui ne peut attendre l'établissement d'un bon de commande ou devis,
- Une panne faisant peser un risque imminent pour les biens ou les personnes ou un risque d'interruption du service.

Dans ces hypothèses, si le titulaire ne dispose pas des pièces nécessaires à la complète réparation ; il prend toutes les mesures palliatives propres à mettre fin aux risques pour les biens et les personnes. Les mesures de réparations définitives font l'objet d'un devis établi dans les conditions prévues pour les interventions non urgentes.

Le devis pour régularisation est adressé dans un délai maximum de deux jours ouvrés après intervention.

En dehors de l'urgence, un devis est exigé à compter de l'appel dans un délai maximum exprimé dans le tableau de l'article 9.1 du présent document.

7.2.2 Pour les interventions non urgentes

Pour les interventions non urgentes, un devis est adressé préalablement à l'intervention contenant :

- Le nombre d'heures nécessaires pour réaliser l'intervention,
- Le détail des réparations à effectuer,
- Le coût de main d'œuvre,
- Le nombre et la nature des pièces à remplacer,
- Tout autre renseignement relatif à l'intervention,
- Les prix unitaires conformes au bordereau de prix,
- Le montant total H.T et T.T.C de l'intervention.

Ce devis doit être remis au Responsable du Secteur Immobilier ou au Responsable du Pôle Gestion des bâtiments, pour validation.

Aucune intervention non urgente n'est réalisée sans transmission d'un bon de commande ou devis signé du Directeur ou un de ses délégataires.

Toute intervention réalisée sur bon de commande ou devis signé par une personne autre ou sans devis ou bon de commande, est réputée ne pas avoir été demandée par la CAF. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour obtenir le paiement de la prestation.

Le bon pour accord sur devis est adressé à la société par mail.

7.3 Actes modificatifs

Toute modification au présent CCAP entraîne un acte modificatif pour accord des deux parties signataires, dans les conditions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Aucun acte modificatif n'est établi concernant toute modification relative à la réglementation du travail. L'application est immédiate.

De la même façon, par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-FCS, les évolutions, modifications éventuelles sur la protection de l'environnement s'appliquent de plein droit au présent accord cadre, sans qu'il soit besoin d'un acte modificatif.

7.4 Prestations similaires

Dans le cadre de prestations similaires à la réalisation de ce marché, la CAF se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent contrat par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément aux conditions décrites à l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Un nouveau contrat est alors négocié et conclu entre les parties.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Sécurité, conditions de travail, carte professionnelle

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations.

Le prestataire et son personnel doivent :

- Respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la CAF des BDR,
- Respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu,
- Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- Doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc ...,
- Faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Tout agent devra être en mesure de présenter sa carte professionnelle à toute réquisition.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

8.2 Clause de confidentialité

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Le titulaire ainsi que son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, sont soumis au secret professionnel dans les conditions définies par l'article 226-13 du Code pénal et par les règles déontologiques en vigueur dans la profession d'avocat.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même.

Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF des Bouches-du-Rhône à la société restent la propriété de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF des Bouches-du-Rhône.

La CAF des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF des Bouches-du-Rhône pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.3 Protection des données personnelles

Le titulaire et la CAF des Bouches-du-Rhône qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

8.4 Développement durable

La CAF des BDR a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en imposant au titulaire le respect d'une clause environnementale obligatoire.

Le Titulaire veille à ce que la réalisation de la prestation s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements. Il utilise les méthodes et produits les plus respectueux de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

8.5 Assurances

Le titulaire doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile tant à l'égard de la C.A.F que des tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante et particulièrement pour les dommages corporels. Elle doit couvrir l'ensemble du dommage.

L'entreprise doit fournir une police d'assurance.

L'attestation doit émaner du siège social de la compagnie d'assurance ou d'un des agents généraux et indiquer précisément :

- La nature de la prestation couverte,
- Les montants garantis, qui doivent toujours être suffisants pour couvrir les dommages immatériels et matériels,
- La période de validité.

Le titulaire du marché adressera chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, une attestation détaillée précisant qu'elle est à jour de ses cotisations pour l'année en cours et les garanties accordées.

8.6 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- 1)** avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- 2)** Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3)** Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - le certificat social URSSAF ;
 - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
- 4)** Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et

contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

8.7 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à la CAF des Bouches-du-Rhône une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous -traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8.8 Modification en cours de contrat

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
 - à la forme de l'entreprise,
 - à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
 - à l'adresse du siège de l'entreprise,
 - au capital social de l'entreprise,
 - à la cession de tout ou partie de l'activité.
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

8.9 Modification de marché en cas de substitution d'un nouveau titulaire

Conformément à l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique et dans le respect des conditions de ce dernier, en cas de cession ou d'opération de restructuration du titulaire du marché, la CAF des Bouches-du-Rhône se réserve la possibilité de confier, dans les mêmes conditions d'exécution, le marché à une nouvelle personne morale venant se substituer au titulaire initial.

Cette substitution sera formalisée par un avenant de transfert, si toutes les conditions inhérentes à ce transfert sont réunies. Il devra être signé par le titulaire initial, le bénéficiaire du transfert ainsi que par le représentant de la CAF des Bouches-du-Rhône.

8.10 Cession partielle ou totale d'activité par le titulaire ou du fonds.

Dans le cadre d'une cession partielle ou totale d'activité quelle qu'en soit la forme, le changement de titulaire implique la fourniture par ce dernier des documents fournis par le cédant au stade de la candidature.

A défaut, le contrat est résilié.

Le cessionnaire présenté par le cédant devra être agréé et la cession est matérialisée par la signature d'un acte modificatif au contrat initial.

Sans la fourniture de tous les documents, l'avenant de cession ne peut être signé et ainsi le contrat est résilié de plein droit.

L'acceptation de la cession entraîne à l'égard du cessionnaire, l'obligation de reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

8.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.

Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

8.12 Travail dissimulé

8.12.1 Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du travail

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

- 1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

8.12.2 Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, le titulaire confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation.

En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F., cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.

8.13 Obligation de fournir tous les 6 mois les attestations visées à l'article L 8222-1 du Code du Travail (Lutte contre le travail dissimulé)

Le prestataire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois jusqu'à la fin du contrat les attestations requises aux articles L 8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail.

Pour remplir cette obligation, le titulaire peut fournir les pièces ci-dessous énumérées :

- L'attestation de fourniture de déclaration sociale (attestation URSSAF) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au **candidat datant de moins de six mois**,
- si l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants :
 - soit un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés,
 - soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle ou doivent être mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivrerait qu'une seule attestation / an, le titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Pour les candidats de l'Union Européenne les documents équivalents.

Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'acté de réception restée sans effet, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.

9. PENALITES

9.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué une pénalité journalière (jours calendaires) de 50 € par jour de retard dans la limite de 30 jours par an.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la Caisse d'Allocations Familiales et sont appliquées sans mise en demeure sur la facture des prestations concernées.

Le prestataire en est informé par mail, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception.

La retenue sera effectuée sur la première facture après constat de non-réalisation de la prestation exigée au présent accord cadre.

Les obligations de résultat pouvant faire l'objet de pénalités sont listées dans le tableau ci-après :

LIBELLE	VALEURS	FREQUENCE	MONTANT DES PENALITES EN € H.T
Remise du rapport de prise en charge	8 jours avant la date de la réunion de fin de prise en charge	X	600 € par jour de retard
Remise du planning de maintenance	Lors de la revue de contrat	X	300 € par jour de retard
Mise à jour du planning de maintenance	Avant le 15 janvier	Annuelle	300 € par jour de retard
Respect du nombre de panne bloquante par équipement	Selon le tableau du CCTP	Par panne par équipement	600 € par panne au-dessus de la valeur demandée
Remise des rapports trimestriels	8 jours avant la date de la réunion	Trimestrielle	300 € par jour de retard
Remise des rapports annuels et mises à jour du plan de prévention	8 jours avant la date de la réunion	Annuelle	300 € par jour de retard
Remise du plan de propositions	8 jours avant la date de la réunion	Annuelle	300 € par jour de retard
Remise des comptes-rendus de réunion	8 jours après la date de la réunion	Après chaque réunion	300 € par jour de retard
Établissement d'un devis hors du forfait pour panne	2 jours ouvrés	A chaque panne au-dessus du seuil	150 € par jour de retard
Établissement d'un devis hors du forfait pour rénovation	8 jours	A chaque demande	150 € par jour de retard
Présentation d'un devis non conforme	Devis conforme à l'article prestation hors forfait du CCTP	A chaque présentation de devis non conforme	150 € par constat
Respect du délai de réalisation d'une intervention hors du forfait	Délai mentionné sur la commande	A chaque demande	150 € par jour de retard
Intervention d'un agent non formé aux sites en astreinte	X	A chaque intervention	150 €
Réactivité	Selon le tableau du CCTP	A chaque dépassement	300 € par heure de retard
Délai de remise en état	Selon le tableau du CCTP	A chaque dépassement	300 € par heure de retard
Présence d'un représentant du Titulaire à chaque réunion	Hebdomadaire, bimensuelle, trimestrielle, semestrielle, annuelle, à la demande du client	A chaque réunion	600 €
Retard sur les prestations de maintenance préventive par rapport au planning annuel	1 mois (voir §IV.14.2 du CCTP)	A chaque dépassement / par équipement ou type d'équipement	150 € par semaine de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent immédiatement.

L'ensemble des pénalités appliquées chaque mois ne pourra excéder 30% du montant trimestriel de l'accord-cadre.

9.2 Pénalités en cas de non-exécution

Les prestations non exécutées ne seront pas réglées.

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer une demande celui-ci encourt une pénalité de 500 €.

9.3 Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Le titulaire du marché encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L8224-2 et L 8224-5 du Code du Travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF des BDR peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

10. LITIGES ET SANCTIONS

10.1 Sanctions

10.1.1 Substitution du titulaire en cas de défaillance

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, en sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre le processus de résiliation, en cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au contrat qui ne peut être exécutée du fait du titulaire, et après une mise en demeure restée sans effet pendant 5 heures, la CAF peut recourir de plein droit à un tiers qui se substituera au titulaire.

Une simple consultation est menée pour choisir le tiers.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.

La même disposition est applicable pour le cas où le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La décision qui prononce la résiliation le mentionne.

10.1.2 Résiliation pour faute du titulaire avec mise en demeure

Ce sont les dispositions prévues au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services qui s'appliquent.

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

10.1.3 Résiliation pour faute du titulaire sans mise en demeure

La CAF des B.D.R. peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application de l'article R2143-3 du code la commande publique a été reconnue inexacte.

10.1.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 42.1 et suivants du CCAG FCS, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

10.1.5 Clause de sauvegarde

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et sans mise en demeure en cas d'augmentation supérieure ou égale à 4 % des prix unitaires fixés initialement au contrat.

10.2 Litiges

10.2.1 Règlement amiable

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions de l'article 46.1 et suivants du CCAG – FCS.

10.2.2 Compétence de juridiction

A défaut de solution amiable, tout litige concernant cette opération sera de la compétence exclusive des Tribunaux dont la juridiction s'étend à la Commune de Marseille.

10.2.3 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal judiciaire de Marseille

6 rue Joseph Autran

13006 Marseille

Téléphone : 04 91 54 37 69

E-mail : tj-marseille@justice.fr

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et Services :

L'article 2.3 du contrat déroge à l'article 4 du CCAG.

L'article 7.3 du contrat déroge à l'article 7.2 du CCAG.

L'article 9.1 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG.

L'article 10.1.1 du contrat déroge à l'article 45 du CCAG.